



COMMUNIQUÉ DE PRESSE de la Coalition sur l'huile de palme

Stop à la destruction de la forêt tropicale sur le site du patrimoine mondial de l'UNESCO : le Conseil national doit rester fidèle à sa ligne de conduite

La Coalition sur l'huile de palme^{)} demande au Conseil national de rester fidèle à sa position ce jeudi et d'exclure l'huile de palme de l'accord de libre-échange avec la Malaisie, en cours de négociation. Les plantations de palmiers à huile sont responsables de la destruction catastrophique de la forêt tropicale à proximité immédiate du seul site du patrimoine mondial de l'UNESCO à Sarawak, Malaisie.*

(Berne, le 19 mars 2019) Ce jeudi, le Conseil national discutera de deux initiatives cantonales visant à exclure l'huile de palme des accords de libre-échange. Au printemps dernier, le Conseil national a voté par 140:35 en faveur de l'exclusion de l'huile de palme. La Coalition sur l'huile de palme lui demande de rester fidèle à sa position et d'approuver les initiatives cantonales correspondantes de Genève et de Thurgovie.

La Malaisie est encore loin d'une production durable d'huile de palme. Actuellement, une forêt tropicale précieuse est en cours de destruction pour laisser la place à une plantation de palmiers à huile. Elle se situe à proximité immédiate du Parc national du Mulu, le seul site classé au patrimoine naturel mondial de l'UNESCO dans l'État malaisien de Sarawak. Les populations autochtones locales des Penan et Berawan n'ont pas été consultées. L'entreprise d'huile de palme viole ainsi les droits internationalement reconnus des peuples autochtones. Cette décision va également à l'encontre de la promesse répétée de la Malaisie de mettre un terme au déboisement pour planter des palmiers à huile.

"Ce n'est malheureusement que l'un des nombreux cas où les droits de la population locale ne sont pas respectés et où la forêt tropicale est détruite au profit de l'huile de palme", explique Johanna Michel, directrice adjointe du Bruno Manser Fonds. La forêt tropicale est détruite tous les jours au profit de l'huile de palme, qui arrive également en Suisse : en 2018, la Suisse a importé environ un quart de son huile de palme directement de Malaisie. Les réductions tarifaires dans le cadre de l'accord de libre-échange avec la Malaisie stimuleraient davantage les importations d'huile de palme et mettraient ainsi sous forte pression la production et la transformation du colza en Suisse. Cependant, les consommateurs sont très critiques à l'égard de l'huile de palme. Une [pétition](#) lancée récemment par le Bruno Manser Fonds, appelant à un moratoire sur de nouvelles plantations de palmiers à huile, a déjà été signée par plus de 43.000 personnes.

Contacts médias

Johanna Michel, Bruno Manser Fond, 079 868 45 45 15

Miges Baumann, Pain pour le prochain, 079 489 38 24

Bertrand Sansonnens, Pro Natura/ Amis de la Terre Suisse, 076 396 02 22

**) La coalition contre l'huile de palme est composée des organisations suivantes : Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana, Alliance Sud, Biovision, Bruno Manser Fonds, Fédération romande des consommateurs, Fédération suisse des producteurs de céréales, Pain pour le prochain, PanEco, Pro Natura, Public Eye, Stiftung für Konsumentenschutz, Union suisse des paysans, Uniterre.*